

20 ANS APRÈS, UN PROJET CULTUREL QUI PREND L'EAU

Vous venez assister à la soirée anniversaire des 20 ans de la Bibliothèque nationale de France. Au-delà de l'histoire officielle, l'intersyndicale de la BnF veut vous alerter sur la situation alarmante que connaît notre établissement.

UNE ATTEINTE AUX MISSIONS DE SERVICE PUBLIC

La BnF va mal en raison des restrictions budgétaires imposées par le Ministère de la culture et ne peut plus assurer l'ensemble de ses missions. Notre expertise scientifique et technique, nos métiers et nos savoir-faire sont malmenés et dévalorisés.

La BnF est sommée de faire des économies, de sous-traiter, d'externaliser, de trouver des partenaires et mécènes, le seul argument budgétaire dicte sa loi au détriment de nos missions fondamentales.

LES BUDGETS

La diminution historique du budget de la culture se traduit pour notre établissement par une baisse continue de la subvention atteignant 9,5 millions d'euros en 4 ans.

LES EFFECTIFS

La politique de suppression de postes se poursuit inexorablement avec près de 190 emplois disparus depuis 2009. L'année 2013 a vu la perte de 59 emplois et pour 2014 et 2015 sont encore prévus 80 suppressions de postes alors même que de nombreux départs en retraite sont annoncés.

LES CONSÉQUENCES SUR LES PERSONNELS ET NOS MISSIONS

- ➔ Une aggravation des conditions de travail et l'apparition de cas de souffrance, conséquence directe de la baisse continue des effectifs
- ➔ Une précarité toujours présente, avec la multiplication de contrats courts d'agents contractuels à temps incomplet sur des besoins permanents de service public ou de numérisation
- ➔ Une baisse des budgets d'acquisition, pourtant facteur essentiel d'enrichissement des collections, de - 25 % en 3 ans

- ➔ Des budgets de conservation en forte diminution qui ne permettent plus d'assurer une politique de conservation digne d'une Bibliothèque nationale
- ➔ Une baisse des budgets d'entretien du bâtiment avec des conséquences concrètes sur les collections comme l'a malheureusement démontré l'inondation du 12 janvier dernier
- ➔ La suppression programmée du 2^e exemplaire déposé au titre du dépôt légal par les éditeurs entraînant la fin de la redistribution aux bibliothèques partenaires, ce qui remet dangereusement en cause la politique de coopération du ministère de la Culture et la carte documentaire du patrimoine écrit
- ➔ La dégradation de l'accueil et des services offerts à nos usagers faute de personnels suffisants
- ➔ La cession de l'immeuble 2 rue Louvois abritant le Département de la Musique

LES CHOIX CONTESTABLES ET DESASTREUX DE LA DIRECTION DE LA BnF

- ➔ Le réaménagement des salles du Haut-de-jardin et la nouvelle entrée Hall Est du site de Tolbiac entraînent une dépense de plus de 5 millions d'euros alors que la Direction prévoit des économies drastiques à hauteur de 11 millions d'euros. Avec pour principal résultat de dégrader les conditions de travail des agents.
- ➔ L'occupation du domaine public de la BnF au bénéfice de la société MK2 censée rapporter une redevance ridiculement faible eu égard au sacrifice consenti
- ➔ La création de la filiale BnF-Partenariats passant des accords avec des entreprises privées pour prendre en charge la numérisation des collections patrimoniales en contrepartie de droits d'exclusivité excessifs (10 ans d'accès payant aux documents numérisés) et permettant à ces sociétés de dégager des bénéfices avec la commercialisation de ces collections

Nous exigeons la fin de la politique d'austérité que connaît la BnF et qui menace ses missions de service public et son rôle historique

Nous exigeons du Ministère de la culture et de la communication une vraie politique publique de la culture en phase avec sa mission de démocratisation culturelle, donnant à tous l'accès gratuit au patrimoine et à la culture.

Paris le 23 janvier 2014